



EDITO

Ce nouveau numéro est entièrement consacré aux recherches sur l'éducation et la formation. En effet, nombreux sont les membres du CURAPP-ESS à travailler, dans une perspective pluridisciplinaire, sur ces thématiques. Notre laboratoire comporte d'ailleurs un axe « Savoirs » qui traite des questions liées à l'apprentissage et à la socialisation et qui réunit des chercheurs et chercheuses en sciences de l'éducation, sociologie, science politique et démographie.



En 2006, le CURAPP-ESS a fait le choix d'intégrer en son sein une équipe entière de chercheurs et chercheuses en sciences de l'éducation : l'équipe d'accueil SA-SO (Savoirs et Socialisation). Depuis, les recherches sur l'éducation et la formation n'ont cessé de prendre de l'ampleur au laboratoire avec des projets et des parutions marquantes.

Dans ce développement, le CURAPP-ESS a toujours été attentif aux problématiques régionales et aux multiples défis auxquels la Picardie doit faire face en matière de scolarisation, d'éducation, de formation ou d'insertion professionnelle. Il a ainsi porté des projets régionaux sur l'accès des jeunes picards issus des classes populaires à l'enseignement supérieur, les politiques de la sexualité, les dispositifs locaux de réussite éducative ou les conditions sociales et politiques de la naissance des enfants. Actuellement, le

CURAPP-ESS est engagé dans l'évaluation d'un important programme d'investissement d'avenir en faveur de la jeunesse de Picardie maritime (cf. le numéro 5 de La Lettre pour une description du projet).

L'ambition du laboratoire est de poursuivre ces recherches, dans la nouvelle région des Hauts-de-France, en nouant de nouvelles alliances avec des laboratoires de cet espace régional élargi pour continuer à explorer ces thématiques essentielles.

Au-delà des frontières régionales, on le verra dans ce numéro, le CURAPP-ESS est également engagé sur ces questions au niveau national. L'étude longitudinale ELFE, la première étude enquête française représentative sur le développement, la socialisation et la santé des enfants, dont Bertrand Geay est le directeur adjoint pour les sciences humaines et sociales, inscrit en particulier, et durablement, le laboratoire comme un acteur national clé de la recherche en éducation en France.

Le laboratoire a pour objectif, dans les années à venir, de continuer à développer des partenariats internationaux sur ces questions. Il s'agira notamment de rechercher des collaborations permettant de travailler dans une perspective comparatiste avec, par exemple, des centres de recherches ayant participé, dans leur pays, à des programmes nationaux comparables à ELFE.

Pour connaître toute l'actualité du
laboratoire rejoignez-nous sur :
<http://www.u-picardie.fr/curapp/>

SOMMAIRE

| | |
|--|------|
| Éditorial | p. 1 |
| Enseigner en primaire : quel statut social ? | p. 2 |
| Une histoire des savoirs scientifiques et techniques | p. 2 |
| Comment les enfants apprennent-ils la justice ? | p. 3 |
| L'engagement scolaire des familles homoparentales | p. 3 |
| 18000 enfants suivis de 0 à 20 ans | p. 3 |
| Comédiens par intermittence | p. 4 |
| L'éducation à la sexualité en France | p. 4 |
| Militer dans une association professionnelle | p. 4 |
| Faire excellence | p. 5 |
| Structures contemporaines de parentalité | p. 5 |



CURAPP-ESS UMR 7319
Faculté de Droit et de Science Politique
10, Placette Lafleur
BP 2716
80 027 Amiens Cedex 1
Tél. : (00 33) 3 22 82 71 48
Fax : (00 33) 3 22 82 71 34
Messagerie : curapp@u-picardie.fr

Comité éditorial : Bertrand Geay (directeur de la publication), Sophie Richardot (animatrice du Comité éditorial), Maïté Boullosa, Nathalie Devèze, Valérie Pacaud (maquettiste), Paul Pasquali.
Contribution à ce numéro : Frédéric Charles, Renaud d'Enfert.

ENSEIGNER EN PRIMAIRE: QUEL STATUT SOCIAL ?

PROJET COORDONNÉ PAR FRÉDÉRIC CHARLES

La très forte féminisation du groupe professionnel des enseignants de l'école élémentaire a été constatée depuis une trentaine d'années. Un certain nombre de facteurs explicatifs de l'attrait de ces emplois pour les femmes ont été mis en lumière par les recherches, notamment les processus de socialisation primaire et anticipatrice, les origines sociales moyennes ou supérieures du côté du père mais surtout



de la mère, ou encore la place de ces emplois sur les marchés du travail des femmes. Jusqu'à une période récente, ce groupe professionnel était valorisé au niveau du salaire, de la sécurité de l'emploi, de la retraite ou de l'articulation entre vie privée et vie professionnelle.

Toutefois, depuis 2010, on constate une certaine désaffection pour les emplois d'enseignant du primaire aussi bien chez les hommes que les femmes. Désaffection concomitante avec d'une part la masterisation (non accompagnée d'une revalorisation de salaire) et la refonte de la formation initiale et d'autre part l'élargissement des

marchés du travail des femmes diplômées de l'enseignement supérieur.

Les recherches montrent que cette désaffection s'appuie en partie sur une dévalorisation du métier liée à des conditions de travail apparaissant de plus en plus difficiles et sur une surcharge des tâches domestiques et éducatives ressenties par les enseignantes dans leur vie privée.

Dans cette recherche, il s'agira donc de saisir les facteurs qui ont conduit à cette crise de recrutement pour comprendre s'ils sont conjoncturels ou s'ils s'inscrivent dans une reconfiguration plus globale de la profession des enseignants du primaire dont le statut social serait devenu moins attractif dans la société française. Le projet propose d'explorer cette problématique à partir de données quantitatives et qualitatives saisissant les représentations du métier et de la formation initiale, en prenant en compte les propriétés sociales des agents, les contextes d'exercice (ruraux, péri-urbains, urbains) et les générations.

Le projet de recherche « Les enseignant(e)s du primaire : représentations du métier et du statut social dans un contexte de transformation de leur formation initiale, de leurs conditions de travail et de pénurie de l'emploi. Une situation paradoxale ? » porté par Frédéric Charles et le CURAPP-ESS, (acronyme : Primreprésentations) est financé par la DEPP (2015-2017).

UNE HISTOIRE DES SAVOIRS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

PROJET COORDONNÉ PAR RENAUD D'ENFERT ET VIRGINIE FONTENEAU

Le projet « Normes et écarts à la norme. L'offre locale d'enseignement scientifique et technique, XIXe-XXe siècle : approches disciplinaires » (2013-2016), visait à appréhender, sous un angle historique, la diversité des enseignements scientifiques et techniques disponibles à l'échelle d'une ville, d'un département ou d'une région, en veillant à situer les pratiques et politiques locales par rapport aux politiques nationales.

La tenue d'un séminaire régulier à l'université Paris Sud a ainsi permis d'examiner l'offre de formation en mathématiques, en chimie, en comptabilité, etc. dans des villes aussi diverses que Lyon, Metz, Troyes, Saint-Étienne au XIXe-siècle, le cas de la géographie commerciale dans le Nord de la France au début du XXe, ou encore le développement de l'informatique à Lille, Paris et Orsay après la Seconde Guerre mondiale.

Une attention particulière a été portée sur la circulation des enseignants, de leurs savoirs et

de leurs pratiques d'un établissement à l'autre, d'une filière de formation à l'autre.

L'ensemble de ces travaux nourrira un ouvrage collectif qui paraîtra au second semestre 2017. Dans le prolongement de ce séminaire, un projet de GDR (Groupement de recherche) intitulé « Savoirs de la formation : acteurs, territoires, dispositifs (XVIIIe-XXIe siècle) » est en constitution, afin de fédérer les chercheurs et enseignants-chercheurs dont les travaux abordent l'histoire de la formation des ouvriers et des techniciens sous l'angle des savoirs enseignés. Embrassant, dans une perspective de longue durée, les formations à visée professionnelle dans toute leur diversité – industrielles, commerciales, agricoles, maritimes, etc. –, il contribuera à la mise en lumière et au développement de ce champ de recherche, ainsi qu'au renouvellement de ses problématiques et de ses objets.

DEPP
DIRECTION DE L'ÉVALUATION,
DE LA PROSPECTIVE
ET DE LA PERFORMANCE



Renaud d'Enfert est professeur en sciences de l'éducation à l'UPJV et membre du CURAPP-ESS. Ses recherches concernent l'histoire de la production et de la transmission des savoirs scientifiques et techniques aux XIXe et XXe siècles, notamment en direction des milieux populaires.

COMMENT LES ENFANTS APPRENNENT-ILS LA JUSTICE ? PROJET CNRS SOPHIE RICHARDOT

Comment les enfants sont-ils socialisés aux normes de justice à l'école ? On sait en effet fort peu de choses sur la manière dont l'école contribue concrètement à l'inculcation de ces normes « morales » et sur la façon dont les enfants se les approprient, les interprètent, et le cas échéant, en usent dans leurs pratiques quotidiennes. En effet, l'exploration de cette forme de socialisation – morale – est habituellement étudiée dans le cadre familial. Or, l'école joue – tout comme la famille – un rôle déterminant dans la socialisation morale des enfants qu'il convient également d'étudier.

L'école primaire ambitionne de socialiser les enfants de 6 à 11 ans, en leur faisant découvrir le sens de la réciprocité et de la solidarité, et entend leur apprendre à vivre en harmonie avec les autres, comme en témoigne son récent objectif de sensibilisation des garçons et filles à la question de l'égalité entre les sexes.

Comment les enfants réagissent-ils aux dispositifs et aux actions mises en place dans ce sens ?

Dans quelle mesure leurs échanges témoignent de la façon dont ils appréhendent ces normes et, le cas échéant, se les approprient ?

C'est à ce type de questions auxquelles Sophie Richardot compte répondre dans son projet pour le CNRS qui consiste à mener une étude ethnographique longue permettant notamment d'observer les interactions quotidiennes entre enfants. L'objectif général de ce projet est ainsi d'appréhender cette socialisation aux normes de justice en étudiant les multiples échanges que les enfants établissent entre eux – et avec les adultes de l'école – à propos des principes et des modalités d'un juste partage, d'une juste sanction, d'une juste reconnaissance, etc. touchant à des aspects de leur vie quotidienne.



Sophie Richardot, est maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Université Picardie Jules Verne (UPJV), membre du CURAPP-ESS. Elle conduit des recherches en psychologie sociale de l'éducation.

Ses travaux portent sur la socialisation morale : l'obéissance à l'autorité, le sens de la justice et les conditions d'émergence d'un jugement autonome durant l'enfance.

L'ENGAGEMENT SCOLAIRE DES FAMILLES HOMOPARENTALES

LES FAMILLES HOMOPARENTALES ET L'ÉCOLE : RAPPORT À L'INSTITUTION, RELATIONS À L'ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE ET SENTIMENTS DE DISCRIMINATION

Comment les familles homoparentales sont-elles accueillies à l'école ? Quel regard portent-elles sur l'école de leur enfant ? Les premières analyses de l'enquête DEVHOM (Homoparentalité, fonctionnement familial, développement et socialisation des enfants) ont été conduites sur un échantillon de 90 familles (l'enquête, toujours en cours, devrait à terme permettre de recruter au moins 150 familles) composé de familles lesboparentales (très peu de familles gayparentales ont été enquêtées jusqu'à présent), recrutées sur l'ensemble du territoire français. Elles montrent, qu'à de rares exceptions près, les enquêtées déclarent que l'enfant vit une expérience scolaire positive : il ou elle est considéré-e comme les autres par sa/son professeur-e, a de bonnes relations avec son enseignant-e ainsi qu'avec ses camarades et « marche bien à l'école ».

L'analyse factorielle met toutefois en évidence l'existence de deux principaux groupes d'enquêtées : un premier groupe entretenant un rapport très positif à l'insti-

tution scolaire et n'ayant pas le sentiment d'être discriminé ; un second entretenant un rapport moins idéalisé à l'institution scolaire, ayant le sentiment d'avoir déjà subi des discriminations ou d'y être vulnérable et ayant pour caractéristique de s'investir davantage que les autres couples de parents dans la vie de l'institution scolaire, comme en témoigne leur surcroît d'engagement dans les associations de parents d'élèves. On se demandera si ce « surengagement » est simplement la marque de l'appartenance à des catégories supérieures et de ressources culturelles élevées ou s'il est le produit d'une démarche visant à protéger les enfants de familles « pas comme les autres » d'éventuels comportements discriminatoires.

Membres du laboratoire engagés dans le projet : Sophie Richardot, Bertrand Gay, Virginie Descoutures.

Site du projet : <https://homoparent.hypotheses.org/participation-des-familles>



DEVHOM : première étude de grande ampleur sur les familles homoparentales en France.

Partenaires du projet :
CURAPP-ESS (UMR 7319)
Centre Universitaire de
Recherche sur l'Action Publique
et le Politique
CAPS (EA 4050) Clinique de
l'Acte et PSychosexualité (EA
4050)
LPPL (UPRES EA 4638) Labora-
toire de Psychologie des Pays de
la Loire

18000 ENFANTS SUIVIS DE 0 À 20 ANS

ZOOM SUR LE GROUPE THÉMATIQUE « SOCIALISATION-ÉDUCATION »

Comment grandissent nos enfants ? Aucune étude à grande échelle n'était encore venue répondre à cette question en France. Pour la première fois, des chercheurs de tous horizons vont enfin suivre l'histoire des enfants, de leur naissance à leur 20e année. Le Curapp-Ess participe à cette recherche depuis l'origine du projet. Il travaille en particulier sur les aspects liés à l'éducation, l'école et la socialisation des enfants dans le cadre du groupe thématique « socialisation-éducation ».

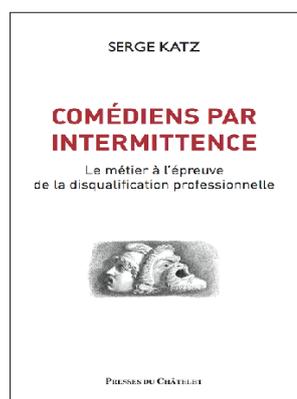
Quels ingrédients participent à la socialisation de l'individu ? Quel rôle jouent les parents, les institutions, les fréquentations de l'enfant dans ce processus ?

L'étude Elfe* cherche à répondre à ce type de questions par l'analyse des modes de vie de l'enfant, de son accès à la culture, aux loisirs et aux médias... Les valeurs transmises en famille, à l'école et dans les groupes d'enfants, mais aussi la manière dont l'enfant lui-même perçoit ce qui se passe à l'école et dans la société seront au centre des recherches, en prenant en compte le sexe de l'enfant, la taille de sa fratrie et le rang de l'enfant dans la fratrie. Parallèlement, l'analyse des trajectoires scolaires et professionnelles de ses parents aidera à situer les phases de changement dans les conditions de vie de la famille.

*Etude Longitudinale Française depuis L'Enfance

PUBLICATIONS

COMÉDIENS PAR INTERMITTENCE.



Serge Katz,
Comédiens par intermittence.
Le métier à l'épreuve de la
disqualification professionnelle,
Presses du Châtelet,
240 p., 2015

Les récents conflits autour du durcissement du régime d'indemnisation des intermittents du spectacle témoignent de la dimension primordiale prise par l'assurance chômage dans l'organisation de leur activité. Mais suffit-il, pour ces derniers, d'accéder au statut d'intermittents pour être confirmés dans leur métier ?

En s'intéressant à l'activité de comédien, et plus particulièrement aux trajectoires d'individus ayant connu des périodes prolongées, voire définitives de perte des droits à l'indemnisation chômage, ce livre interroge cette configuration paradoxale de la qualification professionnelle par la situation de non-emploi. S'il décrit la disqualification éprouvée par les intéressés, il montre aussi que le sentiment de dispersion résulte souvent, en amont, d'une diversification vers des activités non choisies et d'un décentrement de leur pratique proprement artistique.

En retraçant les liens professionnels rompus, l'auteur replace les phénomènes de marginalisation professionnelle par rapport à la structuration du marché du travail. Car, aussi uniformément intermittents soient-ils, les comédiens connaissent des emplois à niveaux de rémunération, de légitimité symbolique et de confort de travail inégaux.

Et c'est bien cette qualité différenciée de l'emploi qui conditionne non seulement leur stabilisation professionnelle, mais aussi la concordance entre leur activité et leur définition du métier.

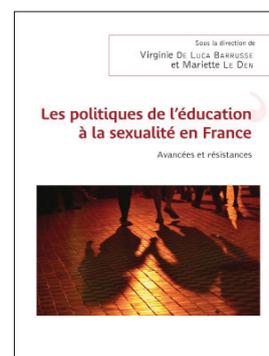
Serge Katz est sociologue, chercheur au CURAPP-ESS et maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Université de Picardie Jules Verne. Ses recherches portent sur les métiers artistiques et l'articulation entre formations et marchés du travail.

LES POLITIQUES DE L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ EN FRANCE. AVANCÉES ET RÉSISTANCES

Cet ouvrage interroge les politiques de la sexualité aux niveaux local et national, les objectifs qu'elles se fixent, les savoirs qu'elles véhiculent et contribuent à enraciner ainsi que les résistances qu'elles rencontrent, en dépit d'avancées souvent significatives. Les présentes analyses montrent que ces politiques, plus particulièrement celles de la régulation des naissances et de l'éducation à la sexualité s'appuient sur des savoirs qui les légitiment et qu'elles contribuent à diffuser auprès des populations qu'elles ciblent de manière plus ou moins efficace. Sur le terrain, la mise en place de ces politiques rencontre des résistances. Elles s'expriment par le rejet plus ou moins marqué des politiques par les publics concernés par les mesures.

Ces résistances en rendent compte. Elles révèlent tantôt une inadéquation des mesures proposées aux réalités sociales et aux attentes des publics, tantôt un défaut de communication sur ces mesures. Ces résistances s'expriment aussi par les freins sociaux et/ou institutionnels qui entravent la mise en place de ces politiques comme le montrent les travaux présentés. Le présent recueil de textes est le fruit d'une journée d'études qui s'est tenue le 15 septembre 2015 et qui clôturait une recherche collective portant sur les avancées et les résistances des politiques de la sexualité.

Mariette LE DEN est docteure en démographie, ATER à l'Université de Picardie Jules Verne. Ses travaux portent sur les grossesses d'adolescentes et l'éducation à la sexualité.



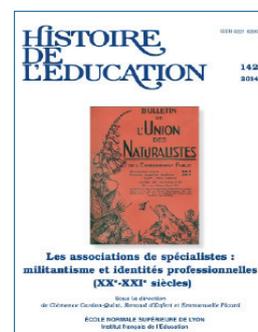
Virginie de Luca Barrusse
et Mariette Le Den (dir)
Les politiques de l'éducation
à la sexualité en France.
Avancées et résistances
L'Harmattan, 202 p., 2016

LES ASSOCIATIONS DE SPÉCIALISTES : MILITANTISME ET IDENTITÉS PROFESSIONNELLES (XXE-XXIE SIÈCLE), DOSSIER DE LA REVUE HISTOIRE DE L'ÉDUCATION, N° 142, 2014/2

Apparues en France au début du XXe siècle, les associations dites « de spécialistes », principalement composées d'enseignants du secondaire d'une même discipline, se placent à la croisée des terrains corporatiste – défense des intérêts particuliers d'une catégorie d'enseignants – et pédagogique – défense et promotion d'une discipline. Tel est le cas, par exemple, de la Société des professeurs de langues vivantes de l'enseignement public, fondée en 1903, ou encore de l'Union des naturalistes, créée en 1911 et devenue en 1965 l'Association des professeurs de biologie et géologie. Le dossier thématique qui leur est consacré dans le numéro 142 de la revue *Histoire de l'éducation* examine la façon dont ces associations contribuent à la construction de cultures disciplinaires communes, constitutives des identités professionnelles enseignantes, et participent, de façon offi-

cieuse mais bien réelle, à la gouvernance du système éducatif. Il s'attache par ailleurs à mettre en lumière les modalités de leur inscription dans un champ militant également occupé par d'autres types d'organisations : syndicats, mouvements pédagogiques, associations catégorielles, etc. Ainsi, plusieurs contributions mettent en exergue les rapports de complémentarité ou de concurrence qu'entretiennent les associations de spécialistes avec le monde syndical. Au total, ce dossier contribue à éclairer non pas seulement le devenir de telle ou telle discipline, mais les mutations du système éducatif, du corps enseignant et de ses diverses formes de militantisme au cours du XXe siècle.

Renaud d'Enfert, professeur en sciences de l'éducation à l'Université Picardie Jules Verne (UPJV) et membre du CURAPP-ESS, a collaboré à la direction de ce numéro.



Histoire de l'éducation,
n° 142, 2014/2.

Les associations de spécialistes : militantisme et identités professionnelles (XXe-XXIe siècle),
sous la direction de Clémence Cardon-Quint, Renaud d'Enfert et Emmanuelle Picard

PUBLICATIONS

FAIRE L'EXCELLENCE



Sociétés contemporaines,
n°102, 2016
Faire l'excellence,
Presses de Sciences Po,
134 p., 2016

Ce numéro de Sociétés contemporaines entend renouer avec l'approche sociologique de l'excellence - à tort négligée pour cause de connotation politique - en s'intéressant au travail quotidien de production et de reproduction des hiérarchies sociales qui s'opère à travers les classements, officiels ou spontanés, en usage dans les institutions qui « font » l'excellence.

À l'aide d'une méthodologie originale d'ethnographies croisées et combinées, mise au point par le collectif de sept chercheurs qui signent ce dossier, ce numéro fournit des éléments d'analyse générale du fonctionnement et des logiques sociales de ces « institutions d'excellence ». Chaque article est élaboré à partir de la comparaison entre deux ou trois institutions de formation : une filière pour enfants dits « surdoués » d'un collège de la région parisienne et une classe prépa-

ratoire destinée à l'« ouverture sociale » de l'enseignement supérieur sélectif (Wilfried Lignier et Paul Pasquali.) ; les classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques d'un lycée de province et de l'Institut national d'athlétisme du Maroc (Muriel Darmon et Manuel Schotté) ; le centre de formation d'un grand club professionnel de football français, un dispositif réservé à la formation des officiers de l'armée de terre et l'École des courses hippiques de Chantilly (Julien Bertrand, Christel Coton, Sabrina Nouri-Mangold).

Paul Pasquali, chercheur au CNRS en sociologie et membre du CURAPP-ESS, est co-auteur de l'introduction et d'un article dans ce numéro. Ses dernières publications portent sur les mobilités sociales vécues et sur les transformations contemporaines des élites scolaires.

LES STRUCTURES CONTEMPORAINES DE LA « PARENTALITÉ »

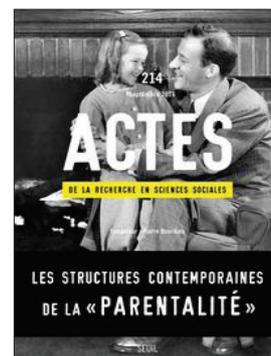
Ce numéro vise à rendre compte d'un paradoxe. Alors même que la diversification des formes familiales a largement été légitimée par la loi, l'idéal de la famille de deux enfants est aujourd'hui largement partagé et les techniques de procréation assistée, ou de limitation des naissances, sont fortement mobilisées pour y parvenir. Le « droit d'être parent » apparaît comme une façon d'accéder à une forme de normalité sociale, en particulier pour les couples homosexuels. Pour autant, les manières d'être parent font l'objet d'une multiplicité de normes, plus ou moins contradictoires, et ce dès l'annonce de « l'arrivée » de l'enfant. D'un côté, le « naturel » est sans cesse convoqué pour qualifier l'enfant à naître et pour inviter à traiter les « besoins » des corps. D'un autre côté, la surveillance et la médicalisation, depuis la grossesse jusqu'à la petite enfance, n'ont pas reculé, dans une alliance de loin en loin réinventée entre la médecine et la psychologie.

Les articles proposés dans le numéro mettent en lumière la prégnance de ces normes sociales et la différenciation des conceptions et des pratiques selon la classe sociale et le sexe. Ils montrent également comment le genre intervient fortement à la fois dans la division sexuelle des rôles parentaux, consacrant toujours le rôle « maternel » des femmes, et dans le travail parental qui participe fortement à la socialisation genrée des enfants.

Enfin comme en attestent les enquêtes empiriques exposées dans le numéro, tout au long de l'enfance, l'exercice de la fonction parentale est ensuite encadré par de nombreux dispositifs juridiques et institutionnels, dont l'objet s'est étendu depuis une quinzaine d'années, sous l'égide d'une nouvelle catégorie de l'action publique : la « parentalité ».

Enfin le numéro rend compte des recherches existantes sur l'homoparentalité et de leurs usages dans les débats publics étasuniens.

Bertrand Geay Professeur de science politique, directeur du CURAPP-ESS, a codirigé ce numéro et est co-auteur de l'un des articles, avec Pierig Humeau, membre associé du laboratoire.



Actes de la recherche en sciences sociales, n°214, 2016
Les structures contemporaines de la « parentalité »
Le Seuil, 112 p., 2016